

C'est avec un sentiment de tristesse et de frustration que nous nous retrouvons ici à cause d'une interruption du processus démocratique dans un pays membre. Nous devons soutenir avec une unanimité sans faille la démocratie dans notre continent en portant cette fois notre attention sur le Pérou.

La nouvelle de la dissolution du Congrès et du système judiciaire péruviens par le président Fujimori m'a bouleversée, comme d'autres personnes. Nombreux sont ceux qui ont trouvé une telle mesure justifiée. Mais, il faut analyser froidement cette situation - quelles qu'en soient les raisons, sa conduite est inconstitutionnelle, illégale et inacceptable. Si nous ne pouvons le reconnaître de façon non équivoque, aucune mesure efficace ne pourra être prise.

Il faut, par ailleurs, admettre que le Pérou est confronté à des obstacles de taille. Il doit faire face à des années de mauvaise gestion économique, à un important groupe terroriste sans pitié et à des problèmes de trafic de stupéfiants et de corruption sans précédents. Aucun d'entre nous ne reste insensible devant ces problèmes et nous ne pouvons sous-estimer combien il est difficile d'y faire face. Mais rien ne justifie la suppression d'institutions démocratiques. Pour le Pérou, tout comme pour nos propres pays, la démocratie est le seul choix possible.

Ce n'est pas là faire preuve de sentimentalisme. L'expérience a démontré qu'il est impossible d'apporter des réformes durables sans la pleine et entière participation de la population. Nous savons aussi, par expérience, que tous les dirigeants qui rejettent la démocratie, le font pour répondre à un important besoin «temporaire».

En décidant comment nous allons réagir, nous devons nous rappeler que la crédibilité de l'Organisation des États américains (OEA) en tant qu'organisation - et en fait de chacun de nos pays en tant que démocraties - est de nouveau en jeu. Qu'on le veuille ou non, il y aura des comparaisons avec la situation en Haïti et la réaction que nous avons eue dans les circonstances. Bien que les circonstances ne soient pas les mêmes, les principes demeurent inébranlables.

Aujourd'hui, dans nos délibérations, nous devons considérer toutes les mesures à notre disposition, y compris les sanctions. Nous ne pouvons pas rejeter les principes fondamentaux. Nous ne devons pas non plus ne considérer que des actions punitives. Le Pérou est en crise. Son peuple a besoin de notre aide et de notre appui. Et nous nous devons de tenir à notre objectif global : la restauration des institutions démocratiques, des libertés civiles et politiques et le respect des droits de la personne.

Le Canada appuie la proposition voulant qu'un groupe de ministres des affaires étrangères et le Secrétaire général de l'OEA se